



MICHEL SAPIN
MINISTRE DES FINANCES ET DES COMPTES PUBLICS

N°103

VI^e Forum Economique international

Amérique Latine et Caraïbes

**Intervention de Michel SAPIN,
ministre des Finances et des Comptes publics**

Bercy

Lundi 30 juin 2014

Contact presse :

Cabinet de Michel SAPIN : 01 53 18 41 13



Monsieur le Vice-président, *[Uruguay]*
Mesdames et Messieurs les ministres,
Monsieur le Président de la Banque interaméricaine de développement,
Monsieur le Secrétaire général de l'OCDE,
Messieurs les Présidents Directeurs Généraux,
Mesdames et Messieurs,

Bienvenue à vous pour cette sixième édition du "Forum économique international Amérique latine et Caraïbes", organisé conjointement par les ministères de l'Economie et des Finances avec l'OCDE et la Banque Interaméricaine de développement.

Je voudrais commencer par remercier ces deux institutions pour la qualité de notre partenariat, qui repose sur des liens historiques cinquantenaires, des engagements communs concrets sur le terrain et une vision d'avenir partagée, qui vise notamment au bien-être de nos populations.

Ce Forum de haut niveau est devenu une enceinte majeure de réflexion et de débat sur les grands enjeux économiques de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Son organisation, ici à Paris, témoigne de l'importance que la France et le Gouvernement français attachent à ce continent, où les défis sont immenses et doivent trouver des réponses partagées.

Le choix de la logistique et des infrastructures comme thème de travail de ce forum répond bien au constat de ce qui doit nous unir : en Amérique latine, l'engagement décidé sur les choix structurants pour le développement à long terme, la facilitation des échanges et l'intégration régionale ; en France, une capacité d'expertise, des entreprises, des savoir-faire, une expérience et une volonté de coopération, inscrits dans un espace européen intégré dont on ne vantera jamais assez les acquis et les bénéfices.

C'est un potentiel économique considérable que recèle le continent latino-américain. Un potentiel de richesses naturelles, minières ou pétrolières, et de production agroalimentaire [premier producteur mondial de sucre, café, soja, orange, viande bovine et porcine]. Mais je voudrais insister surtout sur le potentiel que représentent les 600 millions d'habitants, une population au sein de laquelle la pauvreté recule et la part des classes moyennes croît régulièrement.

Je suis toujours impressionné de voir combien, à la différence des décennies 1980 et 1990, l'ensemble des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont su traverser les dernières turbulences de l'économie mondiale. Cette résilience de l'économie latino-américaine est le signe que le continent s'est engagé sur la voie des réformes et que les politiques contra-cycliques portent leurs fruits. Vous avez pu exploiter les marges de manœuvre budgétaires que vous aviez construites dans le passé et vos banques centrales, pour une bonne partie d'entre vous, ont pu baisser leurs taux sans que l'inflation ne s'envole.

Des réformes sont encore attendues pour répondre aux enjeux de productivité dans la région et établir une croissance stable et durable, à même d'éradiquer la pauvreté. Notre participation et notre coopération approfondie avec des organisations multilatérales comme la BID est la marque de notre engagement à vos côtés dans la région pour relever ces défis.

Face à la crise, qui a pris pour la zone euro une dimension véritablement existentielle, l'Europe s'est mise en ordre de bataille et a entrepris un profond renforcement de sa gouvernance économique pour remédier aux dysfonctionnements révélés par cette crise.



Sur le plan budgétaire d'abord, avec des règles plus intelligentes et plus crédibles, sur le plan économique ensuite, avec une surveillance des déséquilibres macroéconomiques, et enfin sur le plan financier, avec la mise en place d'une Union bancaire, qui dispose d'ores et déjà, dans des délais record, d'une surveillance des banques unique, et d'un mécanisme de résolution unique.

De son côté, la Banque centrale européenne a joué un rôle primordial, innovant sans cesse, en réaction aux nombreux défis auxquels elle a été confrontée durant cette période pour la poursuite de sa politique monétaire.

A présent que l'incendie est éteint, il nous faut mettre en place des politiques économiques de soutien à l'activité ; c'est le sens des conclusions du Conseil Européen. Il nous faut aussi une vision : une "intégration solidaire" de la zone euro est nécessaire ; nous y travaillons.

La France porte aux Nations-Unies et au sein du G20, avec le Mexique, l'Argentine et le Brésil, un message fort de mobilisation en faveur d'une croissance forte, durable et équilibrée. A ce titre, nous œuvrons ensemble pour promouvoir des réformes structurelles ambitieuses, tout en veillant à court terme à soutenir la demande mondiale, à lutter contre le protectionnisme, à générer des emplois de qualité, à réduire les inégalités et à mettre en place les conditions favorables à l'essor de l'investissement dans des infrastructures.

Nous avons aussi à cœur, naturellement, de répondre à l'enjeu majeur du financement de la lutte contre le changement climatique et de l'adaptation. Comme vous le savez, le Pérou accueillera la 20^e Conférence des Parties sur le Climat cette année, tandis que la France accueillera la 21^e l'an prochain : ces échéances, comme l'ampleur du défi posé à la communauté internationale, nous imposent une mobilisation toute particulière sur ce sujet. Je me félicite que la France, les pays d'Amérique latine et des institutions comme la BID et l'OCDE s'engagent conjointement pour faire avancer l'ensemble de ces thématiques.

Avant de conclure, je voudrais insister sur l'action de la France en Amérique Latine.

Depuis 2010, la France a engagé sa réserve pays émergents (RPE) pour 175 millions d'euros en Amérique latine. C'est un montant significatif, concentré sur quelques projets où nos financements ont dès lors la taille critique pour les faire aboutir. C'est aussi un moyen pour développer notre coopération, discuter ensemble de la conception et de l'orientation des projets. Dans les domaines où nous vous accompagnons avec la RPE, nous sommes en cohérence avec vos priorités et nos domaines d'excellence. Je pense au transport ferroviaire, à la mobilité urbaine [comme à Cuenca, en Equateur], à l'eau et à l'assainissement, comme en République dominicaine.

Ces domaines d'excellence, ce sont aussi ceux de notre Agence Française de Développement (AFD). En 2013, l'AFD, qui travaille en partenariat étroit avec la BID et les principaux bailleurs de fonds multilatéraux, a accordé près d'1,2 milliard d'euros de financements dans la région, qui ont servi à financer des projets dans le secteur des transports urbains, de l'énergie ou du développement durable, mais aussi à accompagner les Etats dans les réformes engagées [comme dans le domaine social en Colombie].

En conclusion, je voudrais remercier l'OCDE pour ses travaux novateurs sur les chaînes de valeur et saluer la présence des institutions de financement de la région, dont le rôle est primordial pour favoriser le développement d'infrastructures durables et la croissance inclusive.

Je vous souhaite un excellent forum !